



ESSAI :

“LA CRISE FINANCIÈRE ET LE *NEW AGE* DES EMPIRES”

GUY VERHOFSTADT,

ANCIEN PREMIER MINISTRE DE LA BELGIQUE (1999-2008)

GUY VERHOFSTADT est membre du Comité Européen d’Orientation de *Notre Europe*.

Les idées exprimées dans l’article sont personnelles et relèvent de la seule responsabilité de l’auteur.

Il n'est pas exclu que l'année 2008 ait plus tard une place particulière dans l'histoire en tant qu'année charnière. Comme ce fut le cas avec 1989, année de la Chute du Mur de Berlin et du Rideau de Fer. Ou 1944-1945, qui sont synonymes de la fin de la seconde guerre mondiale, de la création des Nations Unies et de la signature des Accords de Bretton Woods, mais aussi de l'apparition d'une réelle compétition entre deux nouvelles super-puissances. Ou encore 1919, 1815 ou 1648, années respectivement liées au Traité de Versailles, au Congrès de Vienne et à la Paix de Westphalie. A chaque fois des événements capitaux qui ont clôturé une ère et ouvert les portes d'une nouvelle période de l'histoire de l'humanité.

Dans le courant de l'été 2008 sont survenus presque simultanément trois événements, tout aussi remarquables que marquants, qui – selon moi – peuvent être considérés comme des signes avant-coureurs (ou peut-être sont-ils la conséquence) d'une nouvelle régulation mondiale qui frappe à notre porte. En août, la Russie a envahi l'Ossétie du Sud, ce qui, à la surprise générale, n'a pas tant démontré qu'elle se cramponnait toujours au Caucase du Nord, mais surtout qu'elle était de nouveau prête et capable d'afficher une politique énergétique agressive et de faire front sur le plan militaire après deux décennies de faiblesse et de désintégration. Pendant ce même mois d'août, les Jeux Olympiques se sont ouverts en Chine, suivis un mois plus tard par la première sortie dans l'espace d'un astronaute chinois. Ces deux événements ont illustré le come-back impressionnant de cet immense pays en tant que grande puissance. Il est vrai que ce retour n'est observé pour l'instant que sur le plan économique. Je dis volontairement « pour l'instant » car il serait naïf de croire que la marche en avant de la Chine se limitera au niveau économique. Après l'économie, la montée suit inévitablement dans les domaines politique et militaire. En septembre, peu après l'été, une violente crise financière a également éclaté. Bien que celle-ci couvrait déjà depuis des mois aux Etats-Unis, le problème s'est aggravé lorsqu'une multitude d'institutions financières ont été contraintes

de reconnaître qu'elles détenaient un ensemble de produits de crédits à très haut risque qui, de surcroît, n'étaient pas suffisamment couverts. Une méfiance acharnée s'est ainsi installée entre les banques qui ont dès lors refusé de poursuivre l'octroi mutuel de crédits. Ces crédits appelés inter-bancaires sont pourtant vitaux pour le secteur financier car ils permettent aux institutions financières d'accorder les pics et chutes de leurs obligations de paiement et ainsi toujours disposer de liquidités en suffisance. Dans le même temps, les pertes comptables par conséquent éprouvées ont débouché sur la vente inéluctable d'actifs qui, à son tour, a résulté en une spirale négative de nouvelles pertes et ventes. La crise du marché hypothécaire américain s'est ainsi transformée en crise mondiale de liquidités et de solvabilités sur les marchés financiers, donnant elle-même lieu à un krach et une débâcle des bourses qui touchent les institutions (compagnies d'assurance, réassureurs, fonds de pension, fonds de couverture) et qui tournent désormais en tumulte monétaire dans un grand nombre de pays. Ce tumulte touchera aussi principalement des pays en développement. Quoi qu'il en soit, une profonde crise économique sous la forme d'une récession mondiale reste difficilement évitable. Les premiers signes sont en tout cas déjà visibles. Il est à peine question de croissance économique. Les entreprises sidérurgiques ferment provisoirement leurs portes. Alors que les carnets de commandes s'étaient encore sur des années il y a peu, les délais se comptent désormais en mois. Et les chiffres du chômage sont de nouveau à la hausse.

Les conséquences de cette crise ne sont toutefois pas uniquement économiques. Il ne fait aucun doute que l'affaiblissement économique de l'Occident, et plus particulièrement des Etats-Unis, va également assombrir sa domination politique dans le monde. Celle-ci ne va pas s'effondrer du jour au lendemain. Le pouvoir des Etats-Unis est trop important et trop vaste pour cela. En d'autres termes, le pouvoir absolu de l'Amérique restera considérable dans un avenir proche. Mais son pouvoir relatif va s'effriter. Et l'équilibre de pouvoir qui y est associé en sera aussi affecté. Car, si la puissance des autres nations et blocs (Chine, Inde, Russie, Brésil, etc) augmente, il est clair que celle des Etats-Unis a atteint son sommet. Bref, le monde auquel Barack Obama, le nouveau Président américain fait face, diverge fondamentalement de celui que Bush Jr. a hérité du Président Clinton il y a huit ans. D'ailleurs, son élection accélérera davantage cette évolution. Par contre, il ne faut pas craindre une sorte d'isolement renouveau. Au contraire, la gouvernance américaine prendra sûrement un autre visage. Il est vrai que sous Bush Jr., les Etats-Unis se sont explicitement profilés comme une nation omnipotente, ignorant tout intérêt d'un quelconque allié par sa lutte contre le terrorisme et par les guerres en Irak et en Afghanistan. Or, ces mêmes Etats-Unis se profileront dorénavant sans aucun doute comme une nation qui contrôle les déséquilibres au sein de son propre territoire (la crise économique, les soins de santé, le changement environnemental), tandis qu'en même temps, la communauté internationale pourra s'attendre à une gouvernance beaucoup moins agressive et unilatérale. L'élection de Barack Obama a suscité un espoir, celui de voir à nouveau les Etats-Unis passer d'une superpuissance arrogante à un continent qui crée des opportunités pour tous ; un exemple pour le monde entier d'une société ouverte au sein de laquelle race et

provenance ne sont plus des éléments déterminants. La gouvernance morale doit prendre la place d'une gouvernance axée sur la dominance absolue et mondiale.

Nous ne soupçonnons pas encore à quel point cela va fondamentalement modifier les relations internationales. Cela sonnera définitivement le glas de l'ordre mondial unipolaire éphémère dans lequel nous avons vécu depuis 1989 et l'implosion de l'empire soviétique. Une régulation mondiale régie par une seule puissance, les Etats-Unis, et fondée sur la propagation mondiale d'une combinaison de deux systèmes : l'économie de libre marché et la démocratie politique. En fait, les attentats du 11 septembre 2001 avait déjà démontré que cet ordre mondial unipolaire n'était pas une évidence et que l'histoire suit son cours, quoi qu'en pense Fukuyama. Il était peut-être trop audacieux de penser que l'implosion de l'Union Soviétique lancerait définitivement un millénaire de domination/hégémonie occidentale ou américaine. Au contraire, l'année 2008 semble annoncer le début d'une nouvelle planète multipolaire, " un *new age* des empires".

De tels changements fondamentaux dans la politique internationale ne datent pas d'hier. Nous sommes même peut-être les témoins d'un cinquième bouleversement en près de cent ans. Au moment de l'éclatement de la Première Guerre Mondiale en 1914, l'Europe et une grande partie du monde vivaient encore à l'ère de l'impérialisme. Non seulement la majorité de l'Europe mais aussi la quasi-totalité de l'Afrique et d'importantes parties de l'Asie étaient encore dominées par une demi-douzaine d'empires européens il y a un siècle d'ici. A peine quatre ans plus tard, en 1918, quatre des six empires d'Europe – l'empire allemand, l'empire des Habsbourg d'Autriche, l'empire des tsars de Russie et l'empire turc ottoman – ont disparu. Grâce à leurs colonies en Afrique et en Asie, seuls les Britanniques et les Français ont résisté un peu plus longtemps. Le temps des empires européens était en tout état de cause révolu. Le grand

vainqueur, du moins à court terme, était l'Etat nation. Dans certaines parties d'Europe, l'Etat nation était déjà enraciné dans des traditions politiques séculaires mais c'est la disparition des empires européens qui a véritablement signé l'envol de l'Etat nation européen dans les années 1920. Malheureusement, la chute des empires et le grand vide de pouvoir en Europe n'ont pas seulement ouvert la voie à l'Etat nation mais aussi aux formes les plus agressives de nationalisme ethnique – le national-socialisme en Allemagne, le fascisme en Italie, le national-communisme en Russie – qui allaient conduire irrésistiblement le vieux continent vers la Seconde Guerre Mondiale. Après l'échec du nazisme et du fascisme, l'Etat nation a survécu à la Seconde Guerre Mondiale à de nombreux égards. Mais le prix pour y parvenir a été payé aux véritables vainqueurs de cette guerre : les nouvelles superpuissances, qu'étaient les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

De 1945 à 1989, le pouvoir des nouvelles superpuissances était sans précédent mais pour l'Europe, ce changement inaugurerait une période 'd'absence' en politique internationale. En fait, l'Europe a été déchirée pendant quarante-quatre années par un Rideau de Fer qui s'étendait 'de Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique'. Au cours de cette période, les USA et l'URSS, et leur Guerre Froide toujours menaçante, ont installé un monde bipolaire, non seulement en Europe mais aussi dans le monde entier, davantage encore à l'échelle internationale qu'en Europe. Ce qui pour l'Europe restait une Guerre Froide grâce à la course à l'arme nucléaire, a débouché ailleurs dans le monde sur de nombreuses 'Guerres Chaudes', de la Corée et du Vietnam en Extrême-Orient à l'Afrique et à l'Amérique latine en passant par l'Asie du sud et le Moyen-Orient.

Je ne parviens pas à comprendre une quelconque nostalgie par rapport à la soi-disant 'stabilité' de ce monde bipolaire. Cette stabilité nous l'avons payé par une course à l'armement dispendieuse et une menace constante de guerre nucléaire, alimentée par les superpuissances avec leur politique

délibérée de destruction mutuelle assurée, (mutual assured destruction), si les choses devaient mal tourner. Mais il s'agissait aussi des années où nous ne pouvions ou voulions rien faire pour nos 'alliés' européens qui se trouvaient de l'autre côté du Rideau de Fer. Même lors de la révolution hongroise de 1956 et de l'échec du Printemps de Prague en 1968, nous avons tenu bon et n'avons apporté aucune aide. Le prix que nous avons payé pour la stabilité de la Guerre Froide était à vrai dire intolérablement élevé. La détermination européenne à faire entrer cette partie de l'Europe au sein de l'Union européenne doit dès lors être comprise comme une compensation pour notre lâche impuissance à l'époque de la Guerre Froide. Une fois cette Guerre Froide terminée, nous avons fait ce qui aurait dû être effectué beaucoup plus tôt.

Malheureusement, ce monde bipolaire de la Guerre Froide n'a pas permis à l'Europe de se replacer sur la carte du globe. L'Union européenne n'a développé aucune politique étrangère ni de sécurité digne de ce nom. Le Japon s'est enfoncé dans une spirale économique négative. Et des pays comme la Chine et l'Inde ont seulement fait leurs premiers pas sur la voie de l'économie de marché libre. En d'autres termes, rien ni personne n'était en mesure de contester la toute-puissance des Etats-Unis, et moins encore de la défier. C'est peut-être sur le plan militaire que la supériorité américaine était la plus déconcertante. Au cours de la dernière décennie, les dépenses militaires des Etats-Unis ont représenté environ la moitié de toutes les dépenses en matière de défense dans le monde. Les efforts américains en matière de défense sont ainsi deux fois plus élevés que ceux de tous les Etats membres de l'UE réunis. Cependant, lorsqu'il s'agit d'organiser des opérations militaires sur le terrain, la différence est encore bien plus impressionnante. Les experts militaires avancent généralement que les Etats membres européens réunis disposent à peine d'un dixième des capacités militaires des Etats-Unis. De 1989 à 2001, soit pendant douze ans, Le leadership américain n'a dès lors été contesté par aucun homme d'Etat. Jusqu'à ce que les attentats terroristes simultanés de

New York et Washington donnent lieu à une apogée et à un changement fondamental dans les relations euro-américaines. Nous avons bien entendu serré les rangs avec notre allié américain et nous nous sommes rendus en Afghanistan pour y détruire les racines du terrorisme international, mais nous n'avions pas – tous – l'intention de suivre les Etats-Unis dans leurs opérations militaires en Irak. Cela a été le premier signe clair d'une prise de conscience croissante que l'Europe souhaitait assumer ses propres responsabilités dans les questions de politique internationale.

Plus encore que cette prise de conscience naissante et partagée – qui ne se manifeste d'ailleurs pas chez tous les leaders politiques européens –, ce sont surtout les événements de ces derniers mois et la crise financière en particulier, qui annoncent le monde multipolaire. Une organisation monopolaire est apparue clairement inefficace et peu souhaitable. Un nouveau monde bipolaire, suivant le modèle de la Guerre Froide, l'est tout aussi peu. Un retour à l'Etat nation ne semble pas recommandé car les dernières décennies ont démontré qu'aucun d'entre eux n'est suffisamment grand ou riche pour faire face seul aux défis généraux qui nous concernent tous. Ils sont même trop petits pour cela à l'échelle régionale. Que nous le voulions ou non, nous assistons en quelque sorte à un retour des 'empires', 'un *new age* des empires', une ère dirigée par une douzaine de 'locomotives' régionales, c'est-à-dire des centres politiques et économiques efficaces ou potentiels, répartis aux quatre coins de la planète. Je me rends compte que le mot 'empire' n'a pas bonne presse, certainement pas auprès des Etats nations qui doivent leur existence au déclin des anciens empires européens. Mais ne nous bornons pas aux mots. Ce que j'entends par 'empire' n'est pas la Prusse des Hohenzollern, la double monarchie des Habsbourg ou la Russie des Tsars, mais un ensemble politique et économique pouvant contenir un grand nombre d'Etats et de peuples, réunis par des structures communes et des institutions modernes, souvent entretenus par des traditions et valeurs divergentes, s'enracinant dans des cultures anciennes et nouvelles. Ce qui compte dans ce nouvel ordre mondial est

la pluralité des empires et cultures, pas la domination de l'un d'entre eux. Ce qui importe est la stabilité politique et la croissance économique qu'ils peuvent mettre en place à l'échelle régionale. Pas que l'un ou l'autre contrôle le monde entier. Il ne s'agit donc pas de nostalgie de résurrection des anciens empires européens mais de la naissance d'organisations politiques d'un genre nouveau, basées sur des sociétés ouvertes et libres, rivalisant à l'échelle internationale, bâtissant des ponts et non des murs, tout en conservant toutefois leurs racines et coutumes régionales.

Pour l'exprimer autrement : dans le monde d'aujourd'hui, l'Etat nation est trop petit pour pouvoir (encore) influencer l'actualité mondiale. Les Nations Unies sont à nouveau trop grands et trop lents pour pouvoir agir efficacement à une époque où les changements sont rapides. A de nombreux égards, ces nouvelles puissances peuvent combler le fossé entre les 'peu' et les 'trop' car elles sont capables de mobiliser leur pouvoir régional à l'échelle sous-continentale et de jouer ainsi un rôle central dans l'approche et la résolution des problèmes régionaux et même généraux de ce monde, comme le prévoit d'ailleurs la Charte des Nations Unies.

Un nouveau cadre financier international

Nous nous trouvons à un point de rupture et à un tournant, non seulement en matière de rapports de pouvoir sur la scène internationale mais aussi d'un point de vue idéologique. Si 1989 a entraîné la fin des discussions autour de l'économie de marché libre et du capitalisme, force est de constater que 2008 nous oblige à reconnaître que sa forme effrénée, désormais appelée le « capitalisme qui pioche dans la caisse », connaît ses limites. Ce n'est pas en soi une constatation très originale et encore moins une pensée nouvelle. Adam Smith avait déjà explicitement mis en garde à ce sujet dans « La Richesse des Nations ». En d'autres termes, la question n'est pas tant de savoir si nous sommes d'accord sur le diagnostic. La question est plutôt de savoir comment nous y réagissons. Quel est le remède ? Comment se développe l'opposition idéologique ?

Les premières réactions et mesures adoptées pour endiguer la crise financière ne présagent en tout cas rien de bon. Elles sont, quoi qu'il en soit, prévisibles. Comme ce fut précisément le cas lors des précédentes crises financières, notamment celles de l'entre-deux-guerres, ce sont le nationalisme (économique) et le collectivisme, ou une combinaison des deux, qui dominent. Les pays, qu'ils fassent partie ou non d'une relation supranationale élargie, interviennent massivement pour sauver leurs meubles (nationaux). Plus encore, ils n'hésitent pas à abuser de la situation pour sauver une partie des prétendus joyaux de la couronne perdus. Cela signifie que le prestige national l'emporte sur la collaboration et la combativité internationale. Nous avons ainsi entendu ces dernières semaines des éructations néo-nationalistes de plus en plus bruyantes, des slogans sur les vaincus et les vainqueurs. Comme si l'Union européenne n'avait jamais existé. Les Pays-Bas ont crié victoire après

l'achat des banques néerlandaises Fortis et ABN-Amro. A Paris, on exultait car la bataille de Dexia allait être remportée. Et de nombreux chefs de gouvernement européens ont déclaré sans complexe qu'ils protégeraient uniquement l'épargne de leurs propres compatriotes.

La forme prise par ces interventions est également plus ou moins identique dans chacun des pays. Il s'agit en fait d'injections massives de capitaux publics et dans certains cas de nationalisations totales afin de rétablir la solvabilité chancelante de la banque -ou des organismes assureurs- concernée. Lehman aux Etats-Unis et Fortis en Belgique constituent les deux seules exceptions. Celles-ci ont été liquidées ou vendues. C'est également l'Etat qui solutionne le problème épineux des crédits interbancaires asséchés. En accordant à ces crédits une garantie du gouvernement, on espère effacer la méfiance croissante entre les institutions financières de sorte que leurs liquidités puissent rester à niveau.

Toutes ces interventions sont indubitablement justifiées lorsqu'il s'agit de préserver à court terme le système financier d'un effondrement total. Le danger est toutefois que le remède devienne rapidement pire que le mal contre lequel il lutte. L'injection massive de participations publiques dans les banques en difficulté, comme d'ailleurs dans tout autre secteur économique, est, à l'instar de l'attribution de toutes sortes de garanties d'Etat, une chose à manier avec autant de prudence qu'un médicament. Tout comme la morphine ou la méthadone ne peut être administrée qu'à très petite dose, ou en tout cas pour une durée très brève pour lutter contre la douleur, les injections publiques ou les garanties d'Etat ne peuvent être accordées que dans une mesure très restreinte. Dans le cas contraire, elles se transforment en drogue, en dépendance qui étouffe et élimine chaque fourmillement pour une gouvernance efficace au sein des institutions concernées. Pourquoi une banque analyserait de façon critique la demande de crédit d'une autre banque si c'est en fin de compte l'Etat qui supporte les risques ? Pourquoi un organisme assureur se montrerait-il encore prudent avec son portefeuille si, le premier problème venu, l'Etat

prend à sa charge les engagements non couverts ? Et qu'en est-il de la perturbation de la concurrence loyale ? L'Etat fait peu ou pas de distinction entre les institutions insolvables et mal gérées et les institutions solvables et bien administrées. Finalement, l'Etat est même contraint de fournir des capitaux à des banques au capital fort qui ne connaissaient au départ aucune difficulté et qui ont été uniquement mises sous pression parce que leurs collègues et concurrents nationaux et/ou étrangers ont bénéficié d'un apport de capital de la part du gouvernement. Encore une fois, une telle intervention conjoncturelle exceptionnelle peut être recommandée à court terme. Mais elle donne rapidement lieu à des abus qui ne font qu'aggraver le mal.

Cette crainte est également présente par rapport aux créations récentes de 'fonds souverains'. Aussi généreuse puisse être l'intention (c'est-à-dire la sécurisation des intérêts stratégiques européens d'une vague potentiellement imminente de reprises par des fonds d'Etat étrangers), la réalité est généralement moins noble, surtout lorsqu'il s'agit de fonds 'nationaux'. L'argument qui motive leur création semble en tout cas peu sincère. Quand une entreprise américaine ou européenne détient ou rachète des participations dans une entreprise russe, chinoise ou indienne, la démarche est applaudie à titre d'exemple d'internationalisation et de mondialisation. Si l'inverse se produit, cela est considéré comme une menace pour notre indépendance. Nous revivons en fait la réaction que nous avons eue il y a quelques décennies lorsque des entreprises japonaises étaient actives sur nos marchés. Les mises en garde de l'époque contre le péril jaune étaient également fondées. Une résistance s'est également manifestée à l'époque. Se pose en outre la question de savoir qui dispose de capacités financières peu ou pas affectées par la crise boursière lui permettant par conséquent de mobiliser suffisamment de moyens pour financer des reprises à grande échelle telles que nous les craignons. Au cours des dernières semaines, la Chine, la Russie et l'Inde ont eu la possibilité de racheter l'ensemble du secteur financier occidental. Mise à part une injection d'investisseurs russes dans les banques islandaises, ce phénomène n'a été que peu

constaté. Les fortunes perdues par exemple ces derniers mois par les oligarques russes ou les nobles familles arabes sont peut-être encore plus spectaculaires que les pertes massives subies par ceux que l'on appelle nos investisseurs institutionnels. Encore une fois, les arguments avec lesquels la création de fonds souverains est prônée sont souvent des sophismes. La vraie raison est en grande partie que nous trouvons le moyen, sous le couvert de la crise financière, de mettre en place une politique industrielle nationale protectionniste qui ne porte pas bien son nom et qui récoltait auparavant peu de soutien.

Quoi qu'il en soit, il existe un réel danger que toutes ces interventions publiques (garanties d'Etat, injections de capital, fonds souverains) remettent l'avenir financier d'un pays en question. Ces interventions massives ne sont en effet ni plus ni moins synonymes de dettes supplémentaires sur le dos des futures générations. Et on peut se demander comment les pays aux réserves de pension faibles et à la dette publique élevée vont pouvoir supporter les frais du vieillissement. Pour les pays accablés de dettes, la question se pose également de savoir si de telles opérations n'hypothèquent pas l'avenir de façon inacceptable. Prenez l'Irlande par exemple. L'Irlande a une dette publique restreinte. L'Irlande garantit cependant tous les avoirs bancaires pour une valeur de quatre cent milliards d'euros. Indépendamment des problèmes que cette mesure a entraîné dans d'autres pays à la suite d'un exode des dépôts vers l'Irlande, cela représente pas moins de deux fois la valeur actuelle du BIP irlandais, six fois les recettes annuelles de l'Etat et pas moins de huit fois sa dette publique actuelle. Bref, que reste-t-il du droit européen de la concurrence ? Qu'en est-il du Pacte de stabilité et de croissance ? Il est logique que des situations exceptionnelles, appellent des mesures exceptionnelles, mais chaque Etat membre peut-il décider dans son coin de laisser tomber « l'acquis » ? En d'autres termes, où se trouvait l'Europe ces dernières semaines et ces derniers jours ? Pourquoi n'en a-t-on soufflé mot au Berlaymont ?

Cependant, si un retrait derrière ses frontières nationales et une série de collectivisations ou de nationalisations ne sont ni l'un ni l'autre souhaitables, on peut se demander ce que sera le remède recommandé à terme ? La crise financière qui frappe aujourd'hui n'est pas un hasard dans une ère de mondialisation ultrarapide de l'économie en général et des marchés financiers en particulier. Lorsque les Etats-Unis d'Amérique connaissent, pour une raison quelconque, une crise du marché des crédits hypothécaires, celle-ci a des répercussions internationales, simplement parce que des centaines de banques, organismes assureurs et fonds de pension répandus sur toute la planète y participent directement ou indirectement. Ce dernier phénomène est lui-même dû à la sécurisation croissante par laquelle des contrats de prêts qui n'étaient auparavant pas négociables ou négociés le sont maintenant entre les banques et les preneurs de crédit. Autrement dit, un manque de contrôle ou du laxisme dans un pays a inévitablement des conséquences potentielles fâcheuses pour le monde entier. La conclusion qu'il ne faut néanmoins en aucun cas tirer de cette constatation serait de dénoncer le phénomène de mondialisation et de nous retirer par conséquent derrière nos propres frontières. Le phénomène de mondialisation ne peut plus être endigué. La conclusion doit être, au contraire, que l'économie est certes mondialisée mais son contrôle ne l'est pas. Celui-ci est resté fragmentaire et national. L'orientation politique de l'économie mondiale est (quasi) nulle.

L'Europe a suffisamment démontré avec l'introduction de l'euro que la réponse à la crise financière internationale ne réside pas tant dans des mesures conjoncturelles exceptionnelles d'urgence mais dans des réformes structurelles comme la définition d'un nouveau cadre financier international contraignant. Sans l'euro, une dizaine de monnaies européennes seraient aujourd'hui terriblement sous pression, comme c'est actuellement le cas pour le réal brésilien et les couronnes islandaise et danoise. Si ce n'est pas le cas, c'est grâce à l'euro. D'où la conclusion qu'il faut créer des mécanismes politiques et de contrôle de grande envergure,

c'est-à-dire transnationaux, sur beaucoup d'autres terrains de la vie économique et financière. Il est tout au moins nécessaire de créer, pour chaque zone monétaire, un contrôle financier et prudent de qualité, et par conséquent uniforme, devant former le pendant de l'autorité/des autorités monétaire(s). Les différentes zones monétaires doivent en outre conclure des accords contraignants à ce sujet, dans un cadre international pour faire en sorte que l'économie mondiale soit confrontée à une surveillance internationale ou du moins à un réseau international de surveillants, un réseau qui applique avec rigueur des règles identiques. Cependant, ces règles internationales devront également être nouvelles à plusieurs égards. La segmentation nationale de la réglementation n'est certainement pas l'unique cause de ce qui nous arrive aujourd'hui. Le peu de réglementation internationale présente également de sérieux manquements et nous en avons maintenant la preuve. Les règlements internationaux Bâle ont ainsi donné lieu à une sous-estimation des risques et à la possibilité de ne pas prendre en compte un grand nombre d'entre eux, pendant que les règles comptables internationales en vigueur (IFRS) sont inadaptées. Ces dernières fonctionnent de façon trop procyclique et elles ont tendance à favoriser une spirale négative de chute des prix et de ventes forcées au lieu de les freiner. Il sera également nécessaire de créer une régulation et un contrôle de qualité autour de tout nouveau produit financier traité, une forme de 'sécurité du produit' en quelque sorte.

La réponse européenne

Pour avoir une idée du fonctionnement de ce nouveau cadre, il est préférable de se baser sur le niveau politique européen. La zone euro a besoin, en plus de la Banque Centrale Européenne indépendante, de trois réformes (ou nouvelles institutions) urgentes :

- Un régulateur financier européen en tant qu'élément du réseau mondial de régulateurs, mutuellement liés aux mêmes règles et normes ;
- Une institution (sous la forme d'une branche de la BCE ou non) qui se charge entre autres d'octroyer des 'autorisations' aux demandes de crédits interbancaires ; Cela semble en tout cas être une solution plus raisonnable pour assurer la confiance entre les banques et garantir la liquidité des marchés que l'attribution massive de garanties d'Etat ou que la création d'un fonds européen d'intervention, ce qui revient à européaniser/collectiviser le coût des nationalisations ;
- Enfin, un gouvernement pour la zone euro en vue de mener une politique de convergence socio-économique ; contrairement à l'harmonisation, la convergence vise à l'établissement de marges de fluctuation au sein desquelles les économies des différents Etats membres de l'Union européenne ou de la zone euro doivent se développer pour aboutir conjointement à une économie européenne mieux intégrée et plus compétitive. Un pas important a été franchi à cet effet il y a peu avec l'organisation (en octobre de cette année) du premier sommet de la zone euro.

Cette dernière recommandation démontre aussi clairement que, dans les années à venir, la crise financière sera immanquablement liée à un naufrage économique général. Cela ira peut-être de pair avec le décollage

définitif de pays comme la Chine, le Brésil et l'Inde. En 2007, la Chine occupait déjà la quatrième place mondiale en matière d'importance du PIB alors que le Brésil, la Russie et l'Inde étaient respectivement dixième, onzième et douzième. Selon les prévisions, la Chine sera en tête en 2050 avec un PIB environ deux fois plus important que celui des Etats-Unis. L'Inde occupera la troisième place. Le Brésil sera quatrième. La Russie sixième. Les économies occidentales devront nécessairement apporter des modifications drastiques sur le plan économique, sans s'en rapporter à la régulation (aussi indispensable que cela puisse être au niveau des marchés financiers). Au contraire. Assez paradoxalement, une augmentation de la régulation au niveau financier devra s'accompagner d'une plus grande libéralisation dans le domaine de la politique économique générale. A cet égard, il est d'ailleurs effrayant de constater que la nécessité d'un équilibre budgétaire est aujourd'hui mise en doute avec autant de facilité que les nationalisations sont défendues. Penser néanmoins qu'il est possible de lutter contre la récession avec un *deficit-spending*, est également une illusion. La méfiance des épargnants et des consommateurs ne sera enrayée qu'en s'attaquant aux causes de la crise financière de façon crédible, et donc drastique, et pas en injectant de façon artificielle du pouvoir d'achat dans le portefeuille des ménages. Etant donné les circonstances, ceux-ci ne feront que gonfler leur taux d'épargne et ils ne lâcheront certainement pas les rênes. Le *deficit-spending* est d'ailleurs loin d'être une option dans les pays qui ont une dette publique élevée et/ou un manque de réserves de pension.

Personne ne peut contester le fait que le monde est à un tournant de son histoire. La crise financière joue en quelque sorte le rôle de catalyseur sur la voie d'une nouvelle société multipolaire. Cela est manifeste sur le plan économique. Mais les grandes puissances commencent également à se bouger aux niveaux politique et militaire et à montrer le bout de leur nez. La Russie, la Chine mais aussi l'Inde ne manquent aucune occasion pour montrer au monde qu'il faut compter avec eux. La question est toutefois

de savoir si l'Europe pourra ou voudra également jouer un rôle dans ce concert multipolaire. 'Pouvoir' ne doit pas poser de problème. 'Vouloir', c'est autre chose. L'Europe continue à souffrir de craintes injustifiées. Du côté européen, la crise financière a donné lieu à une réaction en chaîne d'interventions nationalistes de chacun des Etats membres. Mais, la tenue du Sommet européen mise à part, la réaction européenne s'est principalement limitée à des conclusions pleines de bonnes intentions. La voie que l'Europe doit quitter est cependant évidente. Si elle veut encore jouer un rôle dans le monde multipolaire de demain, si elle veut survivre au « *new age* des empires », cela passera par une nouvelle étape quantitative et décisive dans son intégration. Vue sous cet angle, la crise financière actuelle n'est pas une catastrophe mais une grande opportunité pour demain. Il appartient maintenant à nos responsables politiques de laisser de côté leurs craintes injustifiées et de faire le grand saut.